

Air Canada

M. Keeper: Madame la Présidente, j'ai une question pour mon collègue. Il a dit que la déréglementation et la privatisation vont réduire le service. C'est la conclusion qu'il a faite. Je veux savoir s'il est au courant que le gouvernement libéral a commencé avec la déréglementation. C'était la première étape dans la direction de la privatisation et c'est la première étape dans la direction d'une réduction de services. Est-ce que le député est maintenant prêt à conseiller son propre parti d'admettre qu'il a franchi la première étape dans la direction d'une réduction de services?

M. Grondin: Madame la Présidente, je voudrais tout simplement assurer mon collègue que ce que nous voulions conserver, c'était un certain contrôle, et il y avait à ce moment-là une volonté du gouvernement non pas de faire une privatisation comme celle qui nous est présentée, mais de faire une privatisation où il y avait un contrôle qui s'exerçait par l'État et qui continuait à s'exercer tant et aussi longtemps que la compagnie manifestait ou donnait un service adéquat à tous les Canadiens.

M. Keeper: Madame la Présidente, je veux poser une question supplémentaire.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Une très courte question supplémentaire: l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) a la parole.

M. Keeper: Madame la Présidente, le député a dit que la politique du parti libéral est d'avoir une telle sorte de privatisation où le gouvernement maintient le contrôle. C'est la même chose que le gouvernement conservateur a dite, savoir que c'est sa politique. Quelle est la différence entre les politiques conservatrices et les politiques libérales? La conclusion est la même, c'est une réduction de services.

M. Grondin: Madame la Présidente, je dirai simplement à mon collègue qu'en ce qui nous concerne, normalement, la politique du parti libéral est la même au Québec que dans toutes les régions du Canada, contrairement à ce que parfois on entend du côté du Nouveau parti démocratique. D'un autre côté...

M. Keeper: Madame la Présidente, j'invoque le Règlement...

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre! Un rappel au Règlement de l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper).

M. Keeper: Madame la Présidente, le député a accusé notre parti d'avoir une politique pour le Canada et une autre pour la province de Québec. Cela est faux, et je veux qu'il retire son accusation.

La présidente suppléante (Mme Champagne): A l'ordre! L'honorable député, je pense, est conscient du fait qu'il s'agit là d'une question de débat et non pas d'un rappel au Règlement.

La période pour les questions et commentaires est maintenant terminée. Reprise du débat. Je donne la parole à l'honorable député de Prince-Albert (M. Hovdebo).

[Traduction]

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion de parler pendant quelques minutes de la privatisation partielle d'Air Canada.

Il y a plus d'un siècle, sir John A. Macdonald a constaté que le Canada avait besoin d'être uni, sinon il ne serait pas en mesure de résister aux pressions causées par la proximité des États-Unis. Contrairement aux conservateurs actuels, sir John A. Macdonald croyait que le Canada pouvait devenir un grand pays sans l'aide de personne, mais qu'il avait besoin de la protection des États-Unis pour s'édifier. Pour sir John A. Macdonald nous n'avions pas besoin des États-Unis comme béquille.

En fait, bien souvent, il manifestait souvent la crainte que le Canada ne devienne un appendice de l'économie américaine. Pour contrer cette tendance et veiller à ce que le Canada demeure un pays à part entière d'un océan à l'autre, le premier ministre s'est mis à construire le chemin de fer du Canadien National, pour unifier le pays. La configuration géographique, la distance et l'éloignement ont été les motifs de la construction du chemin de fer national. Ces motifs n'ont essentiellement pas changé. La différence est seulement une question de degré. Il reste encore certains facteurs à régler pour que le Canada demeure une entité économique et un pays viables. Le gouvernement de sir John A. Macdonald et ceux qui lui ont succédé ont instauré une politique des transports basée sur ce besoin et dont l'objectif était l'unification du pays.

En jetant un regard lucide en arrière, on s'aperçoit qu'il existait de nombreuses raisons moins nobles pour construire un chemin de fer. L'approvisionnement des fabricants du centre du Canada en matières premières bon marché de l'Ouest était l'un des principes en vigueur à l'époque qui subsiste encore et qui irrite toujours l'Ouest. Le gouvernement d'alors et ceux qui lui ont succédé ont décidé que pour faire partie d'une nation, il faut avoir les meilleures communications possibles entre les différentes régions et le chemin de fer devait nécessairement entrer en jeu. Il y avait également un réseau téléphonique et d'autres réseaux qui ont grandi avec le Canada. L'évolution du Canada et de la technologie reliée aux transports et aux communications a favorisé la politique d'unification du gouvernement.

• (1620)

Le Canada a fini par avoir besoin d'une compagnie aérienne nationale pour exactement les mêmes raisons qu'on avait dû établir une compagnie ferroviaire nationale un siècle plus tôt. Sans une compagnie nationale établie conformément à la politique d'unification du pays du gouvernement, on aurait alors assisté naturellement à la création de lignes aériennes qui auraient relié plutôt le Nord et le Sud que l'Est et l'Ouest, car cela aurait été beaucoup moins coûteux.

On peut facilement imaginer ce qui se serait passé sans la présence d'une compagnie aérienne comme Air Canada. Il aurait été beaucoup plus facile aux villes côtières de Victoria et de Vancouver d'être reliées aux États-Unis par des liaisons aériennes. Les Prairies du centre auraient été portées à se rattachent naturellement aux Prairies du nord des États-Unis et à l'heure actuelle, les liaisons aériennes se feraient plutôt entre des villes comme Winnipeg et Minneapolis ou Halifax et Boston. C'est ce qui s'est passé dans une certaine mesure. Cependant, en créant une compagnie aérienne nationale soumise aux directives du gouvernement, nous avons permis la création de liaisons Est-Ouest plutôt que Nord-Sud.